

# La République en marche aura-t-elle un destin à l'italienne ?

MARC LAZAR

L'historien spécialiste de l'Italie\* prend l'exemple de la Péninsule pour éclairer l'avenir politique du mouvement d'Emmanuel Macron, qui a des traits communs avec le Forza Italia de Silvio Berlusconi et le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo.

Le succès d'En marche! atteste la montée en puissance quasi irrésistible de ces mouvements personnels ou personnalisés qui, au départ, fustigent les partis en place et qui, *volens volens*, deviennent des partis personnels

**E**n cette année 2017, la France connaît une grande reconstitution du système des partis politiques et des partis politiques eux-mêmes. Non seulement Emmanuel Macron a contribué à l'effacement du Parti socialiste et à l'affaiblissement des Républicains, mais encore il a créé un objet politique non identifié, son mouvement En marche!, devenu La République en marche. Il est en effet difficile de comprendre ce à quoi correspond ce dernier et surtout ce que son fondateur, qui s'en est servi comme d'un instrument pour accéder au pouvoir, en fera maintenant.

Ces questionnements sont caractéristiques de nos « démocraties du public » marquées par un affaiblissement des grandes idéologies, une érosion des vieilles cultures politiques, un amoindrissement des partis de gouvernement et une personnalisation accélérée de la vie politique, quel que soit le régime politique (parlementaire, présidentiel, semi-présidentiel). À cet égard, le détour par l'Italie s'avère instructif. Car ce pays a connu au milieu des années 1990 un effondrement complet de son système de partis et une métamorphose de ses organisations partisanes due aux révélations sur la corruption (c'est la fameuse opération « Mains propres » des juges milanais) et à la fin de la guerre froide. Les partis de gouvernement ont disparu (la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste et leurs petits alliés). Les partis d'opposition - le Parti communiste et le Mouvement social italien néofasciste se sont profondément transformés. De nouvelles organisations ont émergé, comme la Ligue du Nord et Forza Italia de Silvio Berlusconi. Plus tard, en 2009 est apparu le Mouvement 5 étoiles, à l'initiative de Beppe Grillo et de Gianroberto Casaleggio.

Ce sont ces deux dernières formations que l'on peut rapprocher d'En marche!. Car, au-delà de leurs différences politiques notables, toutes les trois ont un point commun. Elles n'existent que par la volonté de leurs créateurs et lui doivent tout. Forza Italia a été fondée en 1994 par Silvio Berlusconi à partir de son entreprise, la Fininvest.

Le Cavaliere a conquis le pouvoir à l'issue d'une campagne éclair reposant sur ses télévisions, rejetant les partis traditionnels et promettant une modernisation économique et politique du pays. Forza Italia avait une maîtrise inédite des techniques de communication, de marketing et de management issue directement des pratiques de Fininvest. Berlusconi n'a jamais vraiment voulu institutionnaliser Forza Italia. Parce qu'il ne voulait pas qu'il ressemble aux partis traditionnels. Mais aussi et surtout parce qu'il redoutait son autonomisation qui aurait pu, à un moment donné, défier son autorité. Forza Italia était et reste un parti personnel que, par le passé, son chef, grâce à son charisme, pouvait mobiliser pour une manifestation de rue et pour les élections. Néanmoins, lorsque le charme berlusconien s'est rompu, le parti a décliné.

Le Mouvement 5 étoiles entend « dégager » la classe politique et l'ensemble des élites. Son programme associe des dispositions de gauche classique, des propositions postmodernes et des arguments de droite extrême contre l'immigration. Il combine une double forme d'organisation, verticale et horizontale. Verticale parce que tout dépend de son fondateur. Horizontale parce que le mouvement repose fondamentalement sur les réseaux sociaux et une plate-forme numérique appelée, et ce n'est pas par hasard, « Rousseau », qui permet aux membres du mouvement d'échanger, de discuter et de préparer des actions. Mais, au final, c'est le chef qui décide. Ses prises de position déterminent le sort du mouvement, ce qui est un atout mais aussi un handicap du fait de leur caractère fréquemment erratique. L'autre faiblesse du mouvement est apparue à l'occasion des élections administratives en cours : il est peu implanté localement, ce qui ne l'empêche pas au niveau national de bénéficier d'un pourcentage élevé d'intentions de vote en sa faveur.

Emmanuel Macron n'est pas Silvio

Berlusconi. Il n'est pas milliardaire, ne possède pas de télévision, n'est pas au cœur d'un conflit d'intérêts et ne se situe pas au centre droit. Sans même évoquer leurs personnalités, qui n'ont aucun point commun. Il n'est pas non plus Beppe Grillo pour d'évidentes raisons. Mais à quoi ressemblera La République en marche (LREM) ? À un parti personnel peu structuré, comme Forza Italia, mobilisable au doigt et à l'œil par et pour son créateur, notamment lors des élections ? Cela aurait l'avantage d'en faire un outil à sa discrétion. Mais l'inconvénient de décevoir ses adhérents au profil sociologique différent de celui des berlusconiens et bien décidés à rester actifs. Ou bien LREM cherchera-t-elle à s'institutionnaliser pour s'inscrire dans la durée ? Poursuivra-t-elle alors les formes de démocratie participative, via les réseaux sociaux et la tenue régulière d'assemblées, expérimentées durant la campagne électorale et qui ont certaines similarités avec ce qui se pratique dans le Mouvement 5 étoiles ? De quel statut et de quelles structures se dotera-t-elle ? Comment se fera l'articulation entre le groupe parlementaire et le mouvement ? Quel leader sera désigné et selon quelles procédures ? Quels rapports s'établiront entre le président et LREM ? Enfin, et peut-être surtout, en quoi consistera le « macronisme » sur le plan politique et des valeurs ?

Autant de questions sans réponse pour le moment. Toutefois, le succès d'En marche! atteste la montée en puissance quasi irrésistible, amplifiée en France par les institutions de la Ve République, de ces mouvements personnels ou personnalisés qui, au départ, fustigent les partis en place et qui, *volens volens*, deviennent des partis personnels. Par définition, ceux-ci dépendent de leurs leaders. Or, le cas italien démontre que plus ceux-ci sont forts, plus ils sont surexposés, plus ils s'avèrent fragiles. La moindre anicroche qu'ils subissent se répercute directement sur leur parti. Voilà une leçon à méditer du côté d'En marche!

\* Professeur d'histoire et de sociologie politique à Sciences Po et président de la School of Government de la Luiss (Rome). Il est notamment l'auteur de « L'Italie sur le fil du rasoir. Changements et continuités de l'Italie contemporaine » (Perrin, 2009).

La Repubblica en marche suivra una sorte all'italiana?

